

# Vers un Consensus sur le développement à Séoul

Un programme « développement » pour le G20

*Le sommet du G20 qui se tiendra à Séoul les 11 et 12 novembre 2010 doit être l'occasion de répondre aux défis que sont la sortie durable de la crise économique mondiale, la réforme des institutions financières internationales, la régulation financière internationale. Il s'agira également de mettre, enfin, les sujets de développement sur la table des négociations du groupe.*

*A Séoul, les états devront choisir entre un repli sur leurs intérêts particuliers et l'opportunité de bâtir un véritable leadership mondial face aux crises mondiales (économique, financière, sociale, alimentaire, climatique...). En Corée du Sud, le G20 doit adopter un « Consensus sur le développement » s'attaquant aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle : réduire les inégalités et la pauvreté dans le monde grâce à un développement durable et équitable donnant aux principales personnes concernées les outils dont ils ont besoin pour sortir de la pauvreté.*

## Sommaire

Vers un consensus sur le développement à Séoul

Le rôle essentiel des États actifs

Gouvernance et représentation : pour qui parle le G20 ?

Principaux défis d'un consensus sur le développement

Les outils : comment rendre effectif ce nouveau consensus sur le développement

Conclusion

# 1 Vers un consensus sur le développement à Séoul

Deux ans après l'effondrement de Lehman Brothers, les perspectives de reprise économique durable restent extrêmement fragiles. Dans les pays développés, la récession et l'introduction de mesures fiscales d'austérité ont entraîné de très nombreux licenciements et donné lieu à des coupes franches dans les dépenses sociales. Le risque d'une rechute demeure d'actualité. Dans les pays en développement, les populations et les Etats sont encore ébranlés par les répercussions de la crise économique mondiale qui a notamment frappé l'emploi, le commerce et les recettes publiques dans les pays du Sud, entraînant un recul des efforts et des investissements sociaux dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités.<sup>1</sup>

L'importance grandissante du G20<sup>2</sup> est une opportunité pour qu'enfin les décisions de portée mondiale soient partagées par un plus grand nombre de pays. Mais ses réalisations restent à ce jour trop faibles. Le G20 n'a pas donné la preuve de sa capacité à élaborer et proposer des solutions durables aux problèmes mondiaux. Mais si le G20 est le principal groupe de pays capables d'agir sur l'économie mondiale, comme ses membres aiment à le décrire, alors il se doit d'agir également sur des problématiques dépassant les préoccupations immédiates de ses mêmes membres.

La lutte contre la pauvreté dans le monde est une composante essentielle d'un programme crédible et efficace du G20. Le « développement » est de fait à l'agenda du G20 depuis le sommet de Londres, en avril 2009, mais un programme cohérent, voire une simple feuille de route, n'a toujours pas été établi.

Lors du Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement organisé à New York en septembre 2010, les dirigeants du monde entier ont renouvelé leurs engagements pour atteindre ces objectifs et réitérer une vision du développement axée sur le respect des droits humains.

Pour traduire ces déclarations en actes, le G20 doit promouvoir un programme de développement inclusif, efficace et durable tenant compte du fait que les défis auxquels la communauté internationale est confrontée ont changé au XXI<sup>e</sup> siècle. Les réponses à y apporter doivent donc également changer.

À Séoul, le G20 a l'opportunité et la responsabilité d'élaborer un nouveau consensus sur le développement. Pour ce faire, les dirigeants doivent s'entendre sur un consensus qui :

- permette un développement durable et équitable, réduisant les inégalités et luttant résolument contre la pauvreté et la faim ;
- s'engage sur la voie d'une approche exhaustive du développement en faveur des pauvres (dans les domaines du commerce, de la régulation économique et financière...) ;
- établisse un nouveau groupe de travail du G20 sur le développement (constitué pour moitié de pays à faibles revenus) chargé d'élaborer un plan

de mise en œuvre stratégique qui sera présenté lors du sommet du G20 organisé en France en 2011 ;

- garantisse que le G20 rende compte chaque année des résultats obtenus au regard d'indicateurs et de calendriers spécifiques ;
- tienne compte des précédentes promesses du G8 en matière de développement et rappelle les obligations des Etats en termes d'aide ;
- soit véritablement transparent et en lien avec la société civile (tous les groupes de travail du G20 devraient être obligés de consulter les organisations de la société civile) ;
- élargisse la représentation au sein du G20, en incluant au minimum l'Union africaine et les instances régionales d'Asie et d'Amérique latine ;
- s'engage à étudier de nouvelles sources de financement durable pour réduire les inégalités et la pauvreté et lutter contre le changement climatique, y compris par le biais d'une taxe sur le secteur financier ;
- et figure en bonne place à l'ordre du jour des prochaines réunions du G20.

## 2 Le rôle essentiel d'États actifs

Il aura fallu vingt années de politiques économique basées sur le « consensus de Washington » pour en convaincre une partie des dirigeants des pays riches : la formule miracle unique pour un développement clé en main n'existe pas. Au XXI<sup>e</sup> siècle, alors que les interconnexions mondiales font que de nombreux pays sont confrontés aux mêmes défis, chaque pays subit différemment ces difficultés et doit développer des solutions qui fonctionnent dans son propre contexte national. Les politiques du consensus de Washington ont imposé une libéralisation à marche forcée et une stricte limitation du rôle de l'État, négligeant la nécessité d'investir dans la réduction des inégalités et de la pauvreté. Les conséquences sociales sont désormais connues. Cette approche a non seulement échoué du point de vue des retombées économiques annoncées, mais a même bien souvent freiné la croissance alors tant recherchée dans les pays en développement, perpétuant les inégalités et réduisant à néant toute cohésion sociale. En 2009, le G20 a d'ailleurs lui-même reconnu les dangers liés à la poursuite de telles politiques.<sup>3</sup>

Un nouveau consensus doit se reposer sur des citoyens et des Etats actifs. Le consensus sur le développement du G20 doit permettre aux États de gérer de manière proactive leurs propres politiques économiques et sociales afin de promouvoir un développement qui réduise les inégalités, réduise la dépendance des pays les plus pauvres envers la solidarité internationale et renforce leur capacité de réaction aux chocs extérieurs.

C'est précisément ce type de politique qui a permis à la Corée du Sud de devenir l'économie qu'elle est aujourd'hui (*voir Encadré 1*). Plusieurs facteurs ont été déterminants : le contrôle étroit des investissements extérieurs par l'Etat ; l'importance des politiques publiques en matière d'éducation, de santé et d'agriculture ; ou encore la protection des secteurs vulnérables de la volatilité des marchés internationaux.

#### **Encadré 1 : Le G20 peut-il prôner ses pratiques passées ?<sup>4</sup>**

Sur ces 50 dernières années, la Corée du Sud a transformé son économie, à l'instar de nombreux autres pays d'Asie du Sud-Est. Il y a un demi-siècle, le revenu moyen par habitant atteignait seulement 82 dollars, soit moins de la moitié de celui du Ghana à l'époque. Il est aujourd'hui de 19 000 dollars, soit 200 fois plus. Mais, paradoxalement, de nombreuses politiques essentielles ayant permis aux « tigres » asiatiques de se développer rapidement ne figurent pas parmi celles prescrites aujourd'hui par le G20.

Alors que le document sur la question du développement publié par le Comité du G20 en Corée du Sud reconnaît le rôle du « capital humain », il ne reconnaît pas l'importance d'un investissement public fort dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures, et il ignore la nécessité d'une réforme agricole équitable, mais plus encore, d'une responsabilité réelle de l'État dans l'orientation et l'amélioration de l'économie.

Selon l'économiste coréen Ha-Joon Chang, le risque est que les pays du G20, en imposant aux pays pauvres des politiques plus libérales que celles qu'ils ont eux-mêmes suivies, « retire l'échelle » de sous les pieds des pays actuellement en développement.<sup>5</sup>

Aujourd'hui, d'autres économies émergentes au sein du G20 témoignent de la manière dont une action efficace de l'État peut mener à un développement approprié. L'État indonésien, par exemple, a massivement développé l'éducation publique dans les années 1970 ;<sup>6</sup> le taux d'alphabétisation atteint désormais plus de 90 % dans le pays.<sup>7</sup> Le Brésil a réalisé de gros progrès ces dernières années en réduisant la faim et en luttant contre les inégalités (*voir Encadré 2*). Par ailleurs, ses investissements en soins de santé publique permettent désormais à plus de 97% des femmes d'avoir accès à une sage-femme qualifiée pendant leur accouchement.<sup>8</sup>

#### **Encadré 2 : Brésil, une politique d'État pour éradiquer la faim<sup>9</sup>**

Entre 1990–1992 et 2004–2006, la part de la population souffrant de la faim au Brésil est passée de 10 % (15,8 millions de personnes) à 6 % (11,9 millions), tout en faisant reculer la malnutrition de 73 %. La part d'enfants malnutris a déjà été divisée par deux.

L'État a tenté d'éradiquer complètement la faim avant la fin du mandat du Président Lula. Il a lancé pour ce faire l'ambitieux programme « Faim Zéro », qui concerne déjà un tiers de la population.

L'un des fondements de ce programme est la *Bolsa Família* (ou bourse familiale). Les mères de familles vivant en dessous du seuil de pauvreté reçoivent jusqu'à 80 dollars chaque mois à condition que leurs enfants soient vaccinés et aillent à l'école régulièrement. Plus d'un quart de la population en a déjà bénéficié.

Le Brésil soutient également les petites exploitations agricoles, qui produisent 70 % des denrées alimentaires consommées dans le pays.

Associées aux programmes de réforme de l'agriculture, à l'accès aux services financiers, à l'assurance et à l'assistance technique, toutes ces initiatives ont rendu le pays bien moins vulnérable face à la crise du prix des denrées alimentaires et à la crise économique mondiale.

## 3 Gouvernance et représentation : pour qui parle le G20 ?

La création du G20 a été une reconnaissance longtemps attendue de l'importance économique et politique des marchés émergents. Mais tel qu'il est constitué, il lui manque la légitimité mondiale requise pour jouer un rôle efficace de premier plan.

Pour être plus crédible, le G20 doit ouvrir ses portes aux pays à faibles revenus. L'Union africaine a déjà demandé à siéger au G20. Pour gagner en légitimité, le G20 doit réserver, *a minima*, des sièges permanents et de plein droit à l'Union africaine et aux instances régionales d'Asie et d'Amérique latine. Ces sièges doivent leur garantir une entière participation à l'ensemble des réunions préparatoires, des groupes de travail et des évaluations de l'impact des politiques du G20 sur les pays à faibles revenus. Il est également essentiel de mettre sur pied un nouveau groupe de travail du G20 sur le développement, constitué pour moitié de pays à faibles revenus.

Pour sa crédibilité, le G20 doit dès à présent mettre en place des mécanismes de suivi transparents de ses engagements, en associant la société civile. Les pays du G20 doivent rendre compte chaque année des résultats obtenus au regard d'indicateurs et de calendriers spécifiques. Les errements du G8 à cet égard doivent servir de leçon.

En outre, les réunions du G20 doivent être un complément, et non un obstacle, à l'Assemblée générale des Nations unies et aux autres initiatives de l'ONU. Les travaux du G20 doivent être légitimés par un mandat des Nations unies et, le cas échéant, y être ensuite présentés.

## 4 Principaux défis d'un consensus sur le développement

Le monde est confronté à une nouvelle série de défis globaux que le G20 devra relever s'il veut mettre en œuvre un programme de développement mondial réellement efficace. Une approche axée sur la seule croissance économique ne portera pas ses fruits. Elle doit être soumise à des objectifs clairs de réduction des inégalités. Elle devra également inclure des mesures globales de lutte contre les crises climatique et alimentaire qui sont étroitement liées. Il s'agit là de problématiques de portée mondiale, avec des implications majeures en termes de politique globale et de politique nationale des pays du G20, ainsi que pour les pays en développement.

Pour réussir dans sa mission, le G20 doit s'engager sur la voie d'une approche exhaustive du développement. C'est-à-dire qui ne s'intéresse pas uniquement à des objectifs de croissance économique et qui concède la mise en place de « filets sociaux » pour épargner les populations les plus pauvres. Réduction des inégalités, développement des services sociaux essentiels, lutte contre le changement climatique et ses conséquences, et investissement massif dans l'agriculture paysanne sont les composants essentiels d'un consensus sur le développement.

## Une croissance qui réduit les inégalités

Il existe un réel danger de voir le G20 axer de manière excessive son programme de développement sur la seule croissance. La recherche exclusive de la croissance a eu des conséquences néfastes pour la plupart des pays : entre 1981 et 2001, le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial a augmenté de 19 000 milliards de dollars. Pourtant, seule une fraction de cette somme (1,5 %) a bénéficié aux femmes et aux hommes vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1 dollar par jour), alors qu'ils représentaient un tiers de la population mondiale au début de cette période.<sup>10</sup> À ce jour, les 40 % les plus pauvres de la population mondiale ne représentent que 5 % des revenus mondiaux, alors que les 20 % les plus riches détiennent trois quarts de ces revenus.<sup>11</sup> Le coût d'une telle inégalité limite considérablement les perspectives de développement économique et social.<sup>12</sup>

La croissance économique est bien évidemment nécessaire au développement.<sup>13</sup> Les 50 dernières années ont pourtant démontré que la croissance ne suffisait pas à elle seule pour éradiquer la pauvreté. Le recul de la pauvreté le plus spectaculaire correspond à une croissance dans les régions où vivent les populations pauvres, ainsi que les secteurs dans lesquels ces personnes travaillent. Le bénéfice est d'autant plus grand lorsque les populations pauvres font l'objet d'une attention particulière pour devenir des citoyens actifs, maîtres de leur développement ; mais pour y parvenir, les choix politiques sont déterminants, comme le montre un document récent de la Banque mondiale.<sup>14</sup>

Tandis que la croissance a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté en Chine, et dans une moindre mesure en Inde, ces deux pays ont pu constater que les crises sociales et/ou environnementales qu'ils traversent régulièrement sont les conséquences d'une croissance dont les bénéfices ont été répartis de manière inégale.

### Encadré 3 : Les services publics essentiels au cœur de la croissance

La gratuité au point d'accès des services publics tels que la santé et l'éducation constitue le fondement d'un développement équitable et d'une croissance efficace. Les personnes sont réduites à l'inactivité économique non pas par choix, mais à cause de mauvaises conditions sanitaires et d'un manque d'accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi dans l'économie formelle.<sup>15</sup> D'après une étude, le paludisme à lui seul représente chaque année pour l'Afrique une perte de revenus de 12 milliards de dollars en raison des millions de journées (et de vies) perdues à cause de la maladie.<sup>16</sup> À l'inverse, un allongement moyen de l'éducation secondaire des garçons d'à peine plus d'un semestre augmente la croissance annuelle du PIB de 1,1 %.<sup>17</sup> Les progrès qu'engendre l'éducation des filles sont encore plus élevés.<sup>18</sup>

La prestation de services publics essentiels produit des résultats directs probants tout en ayant un effet multiplicateur, avec l'augmentation de l'assiette fiscale et l'amélioration des conditions d'investissement, des éléments indispensables pour garantir une croissance durable, sur le long terme. À Taïwan, l'accès à l'éducation et à la santé, ainsi que la redistribution des terres, ont eu un impact déterminant sur la réduction des inégalités de revenus. En 1940, 80 % de la population de Taïwan était analphabète ; mais au milieu des années 1980, l'illettrisme avait été presque entièrement éradiqué.<sup>19</sup>

À Séoul, un consensus sur le développement doit tenir compte des contributions essentielles au développement social pour permettre aux pays en développement de mettre en place les conditions nécessaires à la croissance.

Une approche plus « juste » de la croissance consiste à reconnaître que les secteurs sociaux sont également des secteurs plus productifs. Le consensus sur le développement de Séoul doit ainsi s'attaquer au défi de l'accès universel à l'éducation et aux soins de santé. Des services de qualité, impliquant la formation et la fidélisation des enseignants et des personnels soignants, et dont l'accès universel ne sera toutefois possible qu'à condition de supprimer les frais directs à la charge des usagers.

Lorsque le gouvernement du Sierra Leone a décidé de rendre gratuits les soins de santé pour toutes les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans en avril 2010, le nombre d'enfants en consultation dans les centres de santé a augmenté de 179 %<sup>20</sup> et les services de consultation prénatale de la capitale Freetown ont vu leur nombre de patientes multiplié par sept. Les répercussions économiques de la prestation de tels services universels peuvent être spectaculaires (*voir Encadré 3*). Les pays du G20 doivent veiller à ce que les institutions financières internationales, notamment le Fonds Monétaire International (FMI), s'assurent que les États augmentent leurs dépenses dans les secteurs productifs, dont les secteurs sociaux. Cela implique de mettre un terme définitif à ses politiques excessivement conservatrices en matière de macro-économie.<sup>21</sup>

#### Encadré 4 : L'avènement de la protection sociale<sup>22</sup>

La crise économique mondiale va-t-elle enfin permettre de remettre la question de la protection sociale au centre des politiques de développement ?

De nombreux pays du G20 offrent déjà une protection sociale, comme l'Inde avec le programme Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme. Toutefois, une récente étude de l'Overseas Development Institute (ODI) menée dans 10 pays à faibles revenus a révélé que la prestation d'une protection sociale est actuellement « irrégulière et fragmentée », avec une faible couverture ne bénéficiant qu'à une petite proportion de la population vivant dans la pauvreté.

Le consensus sur le développement de Séoul devra garantir qu'une protection sociale correctement ciblée est fournie dans les pays à faibles revenus.<sup>23</sup>

### La crise climatique

Le changement climatique et ses conséquences constituent une menace directe, aussi bien pour les pays du G20 que pour les pays à faibles revenus. Les membres du G20 subissent déjà les conséquences humaines et économiques du changement climatique, inévitables à l'heure actuelle. Les populations les plus pauvres du monde sont les moins responsables du changement climatique, mais sans action déterminante dans les 10 prochaines années, c'est elles qui seront la plus touchées par ses répercussions.

L'issue des négociations lors de la conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) de 2009 à Copenhague a révélé l'absence de leadership international, principalement à cause des divergences entre les membres du G20. Cette impasse peut uniquement être surmontée par un consensus entre les pays développés et en développement composant le G20, scellé par un accord officiel par le biais de la CCNUCC.

Le G20 occupe par ailleurs une position unique pour promouvoir un développement sobre en carbone. Les membres du G20 étaient responsables de près de 77,3 % des émissions mondiales en 2006.<sup>24</sup> Ils doivent agir immédiatement pour garantir des investissements visant à réduire les émissions de carbone et pour limiter le réchauffement climatique à une moyenne planétaire de 1,5 °C.

Tous les pays du G20 ont un rôle à jouer. Mais les pays développés doivent montrer la voie en réduisant les émissions, en débloquant les 30 milliards de dollars promis pour les financements précoces entre 2010 et 2012, et en accélérant le transfert de technologies vers les pays en développement.



## La faim et le manque d'accès aux ressources

Éliminer la faim et garantir le droit à l'alimentation pour tous constituent le troisième grand défi posé au G20. Les trois défis évoqués sont étroitement liés entre eux, et ce de manière croissante. Pour les personnes pauvres, la faim résulte souvent de dynamiques globales telles que la volatilité des prix, la compétition pour les ressources naturelles et le changement climatique. La flambée combinée des prix du carburant et des denrées alimentaires, parvenue à son paroxysme en 2008, a fait passer le nombre de personnes sous-alimentées de 854 millions à plus d'un milliard pour la première fois de l'Histoire. À ce jour, 925 millions de personnes ne mangent toujours pas à leur faim.<sup>25</sup>

Les difficultés iront croissantes dans l'avenir : d'ici à 2030, la demande alimentaire va augmenter de 50 %, la demande en eau de 30 %, et la demande en énergie de 50 %.<sup>26</sup> Le changement climatique va encore exacerber le défi consistant à garantir un accès à la nourriture pour tous, à cause de la réduction des rendements agricoles dans les pays en développement, conséquence de l'augmentation des températures et de la diminution des ressources en eau.

Le G20 a un rôle essentiel à jouer pour s'assurer que le monde exploite ses ressources agricoles au profit de l'alimentation et de la prospérité de tous. Les membres du G20 cultivent 72 % des céréales produites dans le monde et en consomment 63 % ; ils abritent également la moitié de la population sous-alimentée de la planète. Ils ont la capacité et les ressources requises pour promouvoir (ou bloquer) l'action mondiale nécessaire pour résoudre les causes profondes de la crise alimentaire.

Le G20 doit relever un triple défi. Premièrement, l'investissement en faveur des petits exploitants agricoles (les trois quarts des populations pauvres vivent encore dans les zones rurales et la vaste majorité subsiste grâce aux petites exploitations), en particulier les femmes. Deuxièmement, il doit s'attaquer aux causes mondiales des « crises de la faim » en s'attaquant à la volatilité des prix des denrées alimentaires et en garantissant une plus grande stabilité des marchés alimentaires. Troisièmement, le G20 doit garantir une action globale en matière d'acquisitions internationales de terres pour s'assurer que des femmes et des hommes vulnérables ne soient pas spoliés des terres et de l'eau dont dépend leur alimentation<sup>27</sup>.

Ces trois défis sont aujourd'hui traités au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies, qui réunit l'ensemble des acteurs (Etats, agences et institutions internationales, société civile et secteur privé). Le G20 doit donner l'impulsion politique nécessaire afin que des solutions globales soient rapidement trouvées dans l'enceinte du CSA.

## 5 Les outils : comment rendre effectif ce nouveau consensus sur le développement

Pour être effectif, le Consensus sur le développement de Séoul exigera d'aider les pays en développement à accéder à tous les outils financiers disponibles. Pour cela, les perspectives de développement doivent alimenter les travaux sur le commerce, la régulation économique et financière, la lutte contre l'évasion fiscale, la solidarité internationale... Une vision exhaustive du développement en sommes.

### Résolution des inégalités fiscales

Tous les pays doivent être en mesure de générer leurs propres revenus par le biais d'une fiscalité équitable. Mais à ce jour, des dysfonctionnements du système international empêchent de nombreux pays de collecter les impôts qu'ils leur sont dus. Lors du sommet du G20 à Londres en 2009, les dirigeants se sont engagés à s'unir contre l'évasion et la fraude fiscales. Le G20 doit honorer ses engagements en matière de lutte contre les paradis fiscaux, qui privent les pays en développement de ressources financières leur faisant cruellement défaut.

Les nouvelles conventions fiscales signées après le Sommet du G20 de Londres sont bien trop faibles pour qu'une coopération fiscale réellement effective voie le jour dans les prochaines années. Les pays les plus pauvres ainsi que les pays émergents sont tous pour la plupart encore exclus de cette coopération fiscale bilatérale embryonnaire.<sup>28</sup>

Pour être crédible, le G20 doit promouvoir un traité multilatéral et s'assurer que toutes les informations soient disponibles, en particulier pour les réels bénéficiaires des trusts ou autres structures juridiques complexes, mais aussi pour les réels propriétaires des sociétés. Le G20 doit aussi disposer d'une liste des territoires qui posent des risques en termes de fiscalité, mais aussi de blanchiment d'argent et de régulations financières, et appliquer de réelles sanctions promises depuis mars 2010 contre ces territoires. .

Beaucoup d'entreprises multinationales des pays du G20 continuent de recourir à ces paradis fiscaux à la fois de manière illégale et légale pour réduire leur facture fiscale globale. La simple fraude fiscale des multinationales prive les pays en développement de quelques 125 milliards d'euros chaque année.<sup>29</sup> Le G20 doit dorénavant s'attaquer aux utilisateurs des paradis fiscaux, et pas seulement à ces territoires, pour exiger une parfaite transparence sur leurs activités à travers le monde par le biais d'une présentation pays par pays de leurs comptes.

## Commerce et Investissement

Le commerce peut offrir le potentiel pour sortir des millions de personnes de la pauvreté. Mais un accroissement du commerce ne suffit pas à lui seul pour garantir automatiquement la réduction de la pauvreté et la libéralisation du commerce n'est pas la réponse au développement. Des règles commerciales équitables sont essentielles pour garantir le développement, mais le système d'échange multilatéral reste profondément faussé aux dépens des pays en développement. Le G20 représente le principal bloc commercial du monde et dispose à ce titre des moyens pour refondre les accords de Doha en vue d'établir des règles équitables.

Le G20 doit afficher son leadership en jouant un rôle actif dans l'aboutissement d'un cycle de Doha qui soutienne véritablement le développement durable à long terme et qui intègre des dispositions spéciales pour les pays les moins développés. Pour ce faire, le G20 doit envoyer des signaux crédibles sur les échéances et les engagements requis pour conclure le cycle de Doha. Le G20 doit également s'accorder à réviser ou à abolir les traités d'investissement bilatéraux et les accords commerciaux non équitables, qui limitent les marges de manœuvre des États de pays en développement à réguler les investissements étrangers ou à garantir les conditions nécessaires afin qu'ils contribuent au développement durable du pays<sup>30</sup>.

Le G20 a déjà fait un premier pas dans certains domaines : le Sommet de Toronto s'est engagé à soutenir le développement des infrastructures et des réformes économiques dans les pays à faibles revenus pour que le commerce bénéficie davantage aux pays en développement.<sup>31</sup> Le G20 doit maintenant s'entendre sur de nouveaux accords financiers officiels concernant l'aide au commerce, renforçant les capacités et les infrastructures des pays en développement pour commercer de manière efficace et propice à faire reculer la pauvreté.

## Financements externes

La mise en place de financements innovants est indispensable pour fournir de nouvelles sources de revenus pour le développement. Toutes les pistes sont à explorer. Mais une taxe sur les transactions financières (de l'ordre de 0,05 % sur l'ensemble des transactions) est la plus ambitieuse d'entre elles.

Pour autant, les promesses d'aide publique au développement (APD) doivent être tenues. À Toronto, le G20 a reconnu l'importance d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et a clairement indiqué son intention de combler le fossé du développement. Pour y parvenir, il est essentiel que les membres du G8 au sein du G20 mettent sur la table les fonds faisant actuellement défauts. Le respect des engagements sur l'aide par les membres du G8 est une condition du bon fonctionnement du G20 et de la mise en place d'un climat de confiance.

Si ces engagements financiers ne sont pas tenus, de nombreux pays en développement ne seront pas en mesure de poursuivre des programmes de développement qui bénéficient à la majorité de leurs citoyens. Cela est particulièrement vrai pour les pays déjà enlisés dans des endettements de plus en plus insoutenables, d'avant-crise et d'après-crise<sup>32</sup>, avec des ressources insuffisantes pour les systèmes d'éducation et de santé et des secteurs productifs sous-financés.

Même avant le déclenchement de la crise, qui a encore accru la pression sur les budgets nationaux, les pays donateurs ont commencé à revenir sur leurs engagements, laissant un trou de quelque 20 milliards de dollars par rapport à la promesse initiale de 50 milliards par an en faveur des pays en développement avant 2010.<sup>33</sup> Les membres du G8 au sein du G20 doivent remplir leur part du contrat en adoptant un plan d'urgence visant à débloquer d'ici à 2012 les 20 milliards de dollars manquants par rapport aux engagements initiaux.

## Régulation financière

Afin de prévenir les futures crises financières et protéger les plus vulnérables, la création d'un nouveau cadre réglementaire strict est essentielle. Limiter les fluctuations des taux de change afin de protéger les économies faibles contre les impacts de puissances économiques plus robustes replacera ainsi le contrôle des capitaux sur le devant de la scène internationale. Le G20 doit également veiller à une participation accrue, à davantage de transparence et à une plus grande responsabilité du Conseil de stabilité financière (CSF) et de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Dans le même temps, le FMI et la Banque mondiale continuent de perpétuer les inégalités dans le monde en privant les pays en développement de leur droit à une entière représentation. Le G20 doit suivre et confirmer les récentes avancées sur les changements de gouvernance du FMI, y compris au conseil d'administration. Mais en l'état, les débats sur la gouvernance du FMI ne permettent toujours pas de proposer une réforme capable de générer de véritables changements positifs dans la représentation des pays à faibles revenus au sein du FMI. Le G20 doit s'engager rapidement à réformer en profondeur le FMI et la Banque mondiale en ce sens.

## 6 Conclusion

Le G20 n'est plus le « petit nouveau ». Il est grand temps qu'il prenne des engagements clairs vis-à-vis de ses responsabilités dans le monde. Le Sommet de Séoul doit être l'occasion pour le G20 de s'engager en faveur d'un programme de développement à long terme qui place les intérêts des personnes et des pays les plus pauvres au cœur de son action. Un consensus sur le développement de Séoul peut jeter les bases d'une action décisive en Corée du Sud et lors des prochains sommets du G20 en France, au Mexique et au-delà. Il s'agirait d'un tournant dans le rôle du G20, qui ne se contenterait alors plus de seulement répondre à la crise, mais proposerait un leadership à long terme pour relever l'un des plus grands défis auxquels est confrontée la communauté internationale.

# Notes

<sup>1</sup> K. Kyrili et M. Martin (2010), « The Impact of the Global Economic Crisis on the Budgets of Low-Income Countries », Development Finance International pour Oxfam, disponible à l'adresse suivante : [www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/impact-global-economic-crisis-lic-budgets-0710.pdf](http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/impact-global-economic-crisis-lic-budgets-0710.pdf) (dernière visite en septembre 2010).

<sup>2</sup> Le G20 regroupe les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, République de Corée, Royaume-Uni, Russie, Turquie. L'Union européenne est le 20<sup>e</sup> membre du G20. (Source : [http://www.g20.org/about\\_what\\_is\\_g20.aspx](http://www.g20.org/about_what_is_g20.aspx), dernière visite le 24 septembre 2010).

<sup>3</sup> « The Washington Consensus is Dead » ; Anthony Painter ; *The Guardian* ; vendredi 10 avril 2009.

<sup>4</sup> Source : D. Green (2008) *From Poverty to Power: How Active Citizens and Effective States Can Change the World*

<sup>5</sup> H.-J. Chang (2001) *Kicking Away the Ladder*, Londres : Anthem Press.

<sup>6</sup> Oxfam International et WaterAid (2007) « Dans l'intérêt du public: santé, éducation, eau et assainissement pour tous » ; p. 32.

<sup>7</sup> Banque mondiale (2009) « Indonesia at a glance », voir [http://devdata.worldbank.org/AAG/idn\\_aag.pdf](http://devdata.worldbank.org/AAG/idn_aag.pdf)

<sup>8</sup> <http://www.countdown2015mnch.org/documents/2010report/Profile-Brazil.pdf>

<sup>9</sup> Source : « Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim : est-ce encore possible ? », Document d'information d'Oxfam International (2010).

<sup>10</sup> « Growth Isn't Working » (2006) New Economics Foundation, p. 14 ; cité dans D. Green (2008) *From Poverty to Power: How Active Citizens and Effective States can Change the World* ; Oxford : Oxfam International, p. 180.

<sup>11</sup> *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008* ; « La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé », PNUD, p. 25

<sup>12</sup> R. Ramcharan, *op. cit.*

<sup>13</sup> Selon la Commission sur la croissance et le développement, dans les pays très pauvres, la croissance est le principal levier de réduction de la pauvreté, mais lorsqu'un pays se développe, la redistribution devient un moyen plus important pour réduire la pauvreté. Cité dans Green *op. cit.*, p. 180.

<sup>14</sup> Pour consulter cette analyse dans son intégralité, voir F. Ferreira (2010) « Distributions in Motion: Economic Growth, Inequality and Poverty Dynamics », Document de travail de recherche sur les politiques, Banque mondiale, Washington DC.

<sup>15</sup> J. Burnley (2010) « L'aide du XXI<sup>e</sup> siècle : Reconnaître les réussites et corriger les failles », Document d'information Oxfam.

<sup>16</sup> « Rapport du Groupe parlementaire interpartis », 2006 ; cité dans J. Burnley (2010) *op. cit.*

<sup>17</sup> Robert J Barro et Xavier Sala-i-Martin (1995). *Economic Growth*. New York : McGraw-Hill cité dans D. Bloom, D. Canning, K. Chan (2005) *Higher education and economic growth in Africa*, Banque mondiale, p. 18.

<sup>18</sup> G. Psacharopoulos et H. A. Patrinos *op. cit.* pp. 111–34.

<sup>19</sup> Patrick Watt (2000) *op. cit.*, p. 46

<sup>20</sup> Données fournies par l'État de Sierra Leone, 2010.

<sup>21</sup> Pour une analyse rigoureuse de l'ampleur du conservatisme du FMI lors de l'établissement du cadre macro, voir : D. Goldsbrough (2007) « Does the IMF Constrain Health Spending in Poor Countries? Evidence and an Agenda for Action », Center for Global Development, Washington DC.

<sup>22</sup> Source : Oxfam (2010) « Crise économique mondiale et pays en développement », Rapport de recherche d'Oxfam International.

<sup>23</sup> La même étude de l'ODI a également révélé que les personnes ayant un emploi, en particulier les employés de l'État, ont reçu un soutien disproportionné, souvent aux dépens des femmes, dont l'emploi est souvent limité aux secteurs informels et non protégés.

<sup>24</sup> « Climate Analysis Indicators Tool » (CAIT) Version 7.0. (Washington DC : World Resources Institute, 2010).

<sup>25</sup> <http://www.fao.org/news/story/fr/item/45210/icode/>, (dernière visite en septembre 2010).

<sup>26</sup> Discours du Professeur Sir John Beddington au SDUK 09 [www.govnet.co.uk/news/govnet/professor-sir-john-beddingtons-speech-at-sduk-09](http://www.govnet.co.uk/news/govnet/professor-sir-john-beddingtons-speech-at-sduk-09) (dernière visite en septembre 2010).

<sup>27</sup> Oxfam France et Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) ont lancé au début du mois d'octobre la campagne « Privés de terre, privés d'avenir » pour soutenir et défendre les paysans et paysannes des pays du Sud, aujourd'hui victimes des conséquences du changement climatique et de l'accaparement des terres : [www.privesdeterre.org](http://www.privesdeterre.org)

<sup>28</sup> Voir le dossier d'Oxfam France "Paradis fiscaux : à quand la fin des petits arrangements entre amis ? Retour sur les promesses du G20" : [http://www.oxfamfrance.org/pdf/dossier\\_oxfamfrance\\_paradis\\_fiscaux.pdf](http://www.oxfamfrance.org/pdf/dossier_oxfamfrance_paradis_fiscaux.pdf)

<sup>29</sup> Christian Aid (2008) « *Death and Taxes: The True Toll of Tax Dodging* », disponible à l'adresse suivante : [www.christianaid.org.uk/images/deathandtaxes.pdf](http://www.christianaid.org.uk/images/deathandtaxes.pdf) (dernière visite en septembre 2010).

<sup>30</sup> Cela devrait inclure une renégociation des accords d'investissement bilatéraux favorisant les possibilités d'investissement étranger par rapport à l'investissement national, ainsi que l'abandon du recours au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, hébergé par la Banque mondiale.

<sup>31</sup> « Development Issue Paper », Comité présidentiel pour le Sommet du G20, 17 juin 2010.

<sup>32</sup> K. Kyrili et M. Martin (2010) *op. cit.*

<sup>33</sup> L'Afrique est particulièrement mal lotie : seuls 11 milliards de dollars (sur les 25 milliards promis) d'augmentation annuelle de l'aide pour l'Afrique avant 2010 ont été effectivement débloqués, avec des répercussions considérables sur la capacité de l'Afrique à atteindre les OMD. Source : « Gleneagles Aid Promises are Due: G8 Leaders must cover \$20bn bounced check », juin 2010.

## Contact presse

**Magali Rubino**

**00 33 1 56 98 24 45 / 00 33 6 30 46 66 04**

**[mrubino@oxfamfrance.org](mailto:mrubino@oxfamfrance.org)**

**Novembre 2010.**

**© Oxfam France**

**104 rue Oberkampf – 75011 Paris**

**00 33 1 56 98 24 40 – [info@oxfamfrance.org](mailto:info@oxfamfrance.org)**



**[www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)**